

Initiatives ministérielles

M. Mills: Le député dit que nous ne savons pas ce qui se passe ici. Si le député avait regardé *W-5* hier soir, il saurait que la moitié de l'émission a été consacrée aux agriculteurs canadiens qui réclament désespérément que les gouvernements, à tous les paliers, leur accordent du temps et de l'attention. Même si je suis un député de la ville, beaucoup de mes électeurs téléphonent à mon bureau pour me dire que nous n'accordons pas assez de temps à notre agriculture.

J'admets volontiers que beaucoup d'électeurs ne comprennent pas ce qu'est l'assurance-récolte. Je comprends que le gouvernement tâche de redéfinir et de refondre ses priorités et de confier plus de responsabilités aux provinces. En même temps, je ne pense pas que le gouvernement comprenne que l'agriculture n'est pas une entreprise commerciale. Cela tient plutôt de la vocation. Je soutiens, à mon humble avis, que le gouvernement ne se rend pas tout à fait compte des sacrifices des agriculteurs canadiens et de la situation financière désespérée dans laquelle ils se trouvent. S'il s'en rendait compte, je pense que nous y consacrerions beaucoup plus de temps.

Bien peu de députés savent que je m'occupe d'agriculture depuis plus de 22 ans. Je ne cultive pas la terre, mais je m'en occupe et je possède une exploitation agricole depuis plus de 22 ans. Même si je ne m'en occupe pas quotidiennement, j'entends parler de la gravité de la situation par mon propre gérant et par nos voisins.

Cet état désespéré semble tenir à deux ou trois facteurs. Tout d'abord, bon nombre de nos agriculteurs sont à l'âge où ils voudraient avoir la vie un peu plus facile. Ils voient que tous les autres Canadiens jouissent d'une certaine qualité de la vie et qu'à mesure qu'ils vieillissent, ils semblent pouvoir avoir la vie un peu plus facile.

Ce n'est cependant pas le cas dans le monde agricole. Bon nombre des agriculteurs qui sont les plus actifs dans notre pays de nos jours sont au début de la soixantaine et certains à la fin de la soixantaine. La situation est pour eux très éprouvante.

Ils constatent que leurs fils et leurs filles ne veulent pas rester à la ferme. Cherchant une meilleure qualité de vie, ils sont tentés de quitter la campagne pour aller vivre dans les centres urbains. Qui va continuer à exploiter l'entreprise familiale? D'un océan à l'autre, nous voyons s'effondrer complètement la ferme familiale.

Je sais que les députés d'en face ne recherchent pas ce genre de résultat. Je ne puis croire qu'on puisse le vouloir. Le problème, c'est qu'ils ne semblent pas vraiment décidés à défendre les fermes familiales ni à favoriser leur essor. Les citoyens ne semblent pas être bien conscients de l'importance et de l'état de santé de ce type d'exploitation agricole. Il ne semble pas y avoir assez de communication au sein de l'ensemble de notre société.

M. Lewis: Il exploite une ferme comme passe-temps.

M. Mills: On ne dit pas assez combien vitales sont les fermes familiales pour notre économie. Elles sont essentielles, au dire des experts. Le député de Simcoe-Nord dit que j'essaie de donner un cours sur les fermes familiales. . .

M. Lewis: De Broadview—Greenwood.

M. Mills: Il sait pourtant que nombre de fermes de sa propre circonscription traversent une crise à l'heure actuelle, que les enfants de ces agriculteurs quittent l'entreprise familiale, en raison de la proximité des villes qui constituent un pôle d'attraction trop puissant.

Une voix: Bienvenue au XX^e siècle.

M. Mills: Bienvenue au XX^e siècle, dit le député. Voilà l'attitude que préfèrent adopter les gens d'en face quand on parle en termes constructifs du sort de la ferme familiale dans cette enceinte. C'est bien là le problème. Le gouvernement conservateur est tellement occupé à abandonner maints programmes nationaux, à imposer des réductions à. . .

M. Blais: À quoi?

M. Mills: À VIA Rail, à l'assurance-chômage, aux programmes agricoles d'un océan à l'autre. À réduire ses responsabilités en matière d'assurance-récolte, pour les transmettre aux provinces. Il existe à l'heure actuelle des provinces défavorisées.

M. Blais: Les gouvernements provinciaux sont tous d'accord. Les agriculteurs sont d'accord. Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

M. Mills: Les députés d'en face sont d'une telle suffisance et d'une telle arrogance lorsque nous nous efforçons d'attirer l'attention sur un groupe de notre société qui crie au secours à l'heure actuelle.